



CHAPITRE 164

Loi concernant la succession du docteur
Albert Comtois

[Sanctionnée le 9 mars 1950]

CHAPTER 164

An Act respecting the estate of Doctor
Albert Comtois

[Assented to, the 9th of March, 1950]

Préam-
bule.

ATTENDU que la Corporation du collège de l'Assomption, ayant son siège social à l'Assomption, dans la division électorale du même nom, a représenté, par sa pétition:

Qu'Albert Comtois, médecin, décédé à Montréal le 5 juillet 1949, y avait fait, le 23 juin 1949, un testament en forme authentique devant Me Joseph-Théophile Legault, notaire, sous le no 16836 de ses minutes, et, le 28 juin 1949, un codicille en la forme dérivée de la loi d'Angleterre, vérifié par la Cour supérieure de Montréal, au dossier no 457 de ce tribunal;

Que par l'article 3 de ce testament, non révoqué ni modifié par ce codicille, la pétitionnaire est instituée légataire universelle dans les termes suivants:

"Je donne et lègue le reste et résidu de mes biens meubles et immeubles au Collège de l'Assomption en pleine et absolue propriété, l'instituant mon légataire universel résiduaire en pleine propriété, à la charge d'acquitter mes dettes et hypothèques et aussi à la charge de faire instruire des petits garçons de Sainte-Julie de Verchères, pourvu qu'ils soient désignés par le curé de Sainte-Julie; et en plus de payer mes services, frais funéraires et messes;"

Que la pétitionnaire est la seule propriétaire du Collège de l'Assomption, où le défunt, né à Sainte-Julie de Verchères, avait fait ses études classiques;

WHEREAS La Corporation du collège de l'Assomption, having its corporate seat in L'Assomption, in the electoral district of the same name, has, by its petition, represented:

That Albert Comtois, physician, deceased at Montreal on July 5th, 1949, had therein made, on June 23rd, 1949, a will in authentic form, before Joseph-Théophile Legault, notary, under No. 16836 of his minutes, and, on June 28th, 1949, a codicil in the form derived from the laws of England, probated by the Superior Court in Montreal, as record No. 457 of this tribunal;

That by article 3 of this will, neither revoked nor modified by this codicil, the petitioner is appointed universal legatee in the following terms:

"I give and bequeath the remainder and residue of my moveable and immoveable property to the Collège de L'Assomption in full and absolute ownership, appointing it my residuary universal legatee in full ownership, on condition of paying my debts and hypothecs and also on condition of having young boys of Ste. Julie de Verchères educated, provided they are designated by the curé of Ste. Julie; and furthermore of paying my funeral service, funeral expenses and masses";

That the petitioner is the sole owner of Le Collège de l'Assomption, where the deceased, born in Ste. Julie de Verchères, had followed his classical studies;

Que l'intention évidente du testateur était de prouver sa reconnaissance à son Alma Mater et d'y assurer à quelques enfants de son lieu d'origine le bénéfice de l'enseignement gratuit;

Que néanmoins cette disposition testamentaire, étant générale et imprécise, peut entraîner une charge dépassant le capital du legs universel et toutes sortes de complications même judiciaires, ce que le testateur n'a certainement pas voulu;

Que d'autre part, le refus de ce legs universel laisserait tomber la fondation voulue par le testateur;

Attendu qu'il y a lieu de donner audit testament sa véritable interprétation, selon ces circonstances et selon le texte même;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi concernant cette interprétation;

Attendu qu'il est équitable d'adopter pareille loi;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les expressions suivantes de l'article 3 du testament du 23 juin 1949, du docteur Albert Comtois, s'interprètent comme suit:

a) "faire instruire" signifie: "procurer l'enseignement, la pension et le logement au Collège de l'Assomption, suivant ses règlements";

b) "des petits garçons" signifie: "un ou plusieurs garçons aptes à suivre les études du Collège de l'Assomption, suivant ses règlements";

c) "désignés" signifie: "désignés par écrit au Collège de l'Assomption durant le mois d'août de chaque année".

2. La charge ainsi créée ne dépassera pas le capital du legs universel.

3. La Corporation du collège de l'Assomption conserve le droit, contre la succession, d'être payée de la somme de sept mille deux cent cinquante dollars à elle due par le défunt à son décès et d'en

That the obvious intention of the estator was to show his gratitude to his Alma Mater and to secure thereat for certain children of his birthplace the benefit of free education;

That nevertheless this testamentary provision, of a general and inexplicit nature, may entail expenses exceeding the capital of the universal legacy and all kinds of complications, even judicial, which the testator had certainly not in mind;

That on the other hand, the renunciation of this universal legacy would cause the extinction of the foundation established by the testator;

Whereas it is expedient to give to the said will its proper interpretation, according to such circumstances and the text itself;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act respecting such interpretation;

Whereas it is expedient to pass such an act;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The following expressions of article 3 of the will of June 23rd, 1949, of Doctor Albert Comtois, shall be interpreted as follows:

a. "have educated" means: "to procure education, board and lodging at le Collège de l'Assomption, according to its regulations";

b. "young boys" means: "one or more boys fit to follow the studies of le Collège de l'Assomption, according to its regulations";

c. "designated" means "designated in writing to le Collège de l'Assomption during the month of August of each year".

2. The obligation so established shall not exceed the capital of the universal legacy.

3. La Corporation du collège de l'Assomption shall retain the right, against the estate, to be paid the sum of seven thousand two hundred and fifty dollars owing to it by the deceased at his death

Interprétation de certaines expressions.

Interpretation of certain expressions.

Limite.

Limit.

Droit sauvegardé.

Right safeguarded.

déduire le montant du capital brut qu'elle recevra avant et afin d'établir le capital net du legs universel grevé comme susdit.

and to deduct therefrom the amount of the gross capital it has previously received, and in order to establish the net capital of the incumbered universal legacy as aforesaid.

Reddition
de comp-
tes.

4. A la fin de chaque année scolaire, le Collège de l'Assomption rendra compte au curé de Sainte-Julie de Verchères des chiffres de la somme capitale non encore dépensée en septembre précédent, des sommes dépensées au cours de l'année scolaire en exécution de ladite charge et du reliquat disponible pour l'avenir.

4. At the end of any school year, le Collège de l'Assomption shall render an account to the curé of Ste. Julie de Verchères of the amount of the capital sum not yet expended during the previous September, of the sums expended during the school year for the carrying out of the said obligation and of the balance available for the future. Render-
ing
accounts.

Débit.

5. Dans ce compte, le Collège de l'Assomption débitera, à raison de chaque bénéficiaire de la disposition, ses taux ordinaires de logement, de pension et d'enseignement.

5. In such account le Collège de l'Assomption shall charge with respect to each beneficiary of the clause, its usual lodging, board and education rates. Charge.

Frais,
etc.

6. Les frais, honoraires et déboursés encourus pour l'adoption de la présente loi seront payés à même ledit capital brut.

6. The costs, fees and expenses incurred for the passing of this act, shall be paid out of the said gross capital. Costs,
etc.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.